

Nicole Racine et Michel Trebitsch, dir. *Intellectuelles. Du genre en histoire des intellectuels*. Bruxelles, Éditions Complexe, 2004. 347 p. (Coll. « Histoire du temps présent »).

Hubert Watelet

Volume 7, Number 1, Fall 2006

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1024234ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1024234ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (print)

1927-9299 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Watelet, H. (2006). Review of [Nicole Racine et Michel Trebitsch, dir. *Intellectuelles. Du genre en histoire des intellectuels*. Bruxelles, Éditions Complexe, 2004. 347 p. (Coll. « Histoire du temps présent »).] *Mens*, 7(1), 178–189. <https://doi.org/10.7202/1024234ar>

ment durant laquelle se joue le dernier acte dans le processus de « séparation » entre le Québec et le Canada français : nulle mention de Trudeau et de la fameuse « trudeumanie » des élections, et de tout ce que cela a pu soulever d'espoir pour défaire les deux vieilles solitudes... La pertinence de tout cela ?

Aux lecteurs et lectrices de juger si ces quelques réserves valent d'être mentionnées. Elles ont été significatives pour moi. Cela dit, il n'existe sans doute aucune étude aussi exhaustive qui témoigne si clairement par le menu détail de la rupture quand même assez soudaine (une meilleure mise en contexte aurait peut-être donné une autre impression) entre le Québec et les communautés francophones du Canada. Ces dernières, d'ailleurs, ont réussi à éviter le naufrage anticipé, même souhaité... Il faut sans doute plus que cela pour liquider des « gens de résolution »...

Paul Dubé

*Department of Modern Languages and Cultural Studies
Université de l'Alberta*

Nicole Racine et Michel Trebitsch, dir.
Intellectuelles. Du genre en histoire des intellectuels. Bruxelles, Éditions Complexe, 2004.
347 p. (Coll. « Histoire du temps présent »).

L'idée première de ce recueil date d'une dizaine d'années. Les deux codirecteurs du Groupe de recherche sur l'histoire des intellectuels (GRHI, Paris), Nicole Racine et Michel Trebitsch, ayant souhaité des enquêtes exploratoires en vue d'un ouvrage sur les intellectuelles, les premiers travaux prirent la forme d'une table ronde, en 1997-98, avec la participation de Françoise Collin, Michelle Perrot et Florence Ro-

chefort entre autres. Puis l'on convint que cette première expérience sur le sujet se limiterait au cas des intellectuelles en France.

Ce collectif, qui est le dernier volume du GRHI, vise à situer les Françaises dans une histoire renouvelée des intellectuels. Il parcourt les XVI^e-XX^e siècles. Tant que la notion d'intellectuel était restrictive, centrée sur le cycle dreyfusien, il semblait difficile aux yeux de Racine et Trebitsch de concevoir une histoire des intellectuelles. C'est donc au cours des années 1990, à mesure que ce modèle a fait place à des questionnements plus étendus dans le temps et dans l'espace, et plus ouverts à la culture, que cette idée leur parut réalisable (p. 24).

Pour les deux responsables cependant, il ne pouvait s'agir de préparer une histoire autonome des intellectuelles, parallèlement à celle de leurs congénères masculins. Une telle histoire leur parut inséparable de l'historiographie des femmes, d'autant que dans l'état actuel de la recherche, elle ne pouvait guère s'écrire que par des femmes. De la même manière, elle ne paraissait pas dissociable de la problématique du genre, voulue « sans *a priori* » comme « construction sociale de la différence des sexes », mais sans négliger pour autant la notion plus pointue de rapports sociaux (structurés) de sexe. Cette approche cherchait à accroître la visibilité des intellectuelles et à renouveler de ce fait le regard sur les rapports entre intellectuels des deux sexes (pp. 15, 17-18 et 20).

De tels choix n'étaient cependant pas simples. Ils se voulaient fidèles à la « neutralité axiologique » du GRHI, tout en rejetant la vieille opposition « femme-nature, homme-culture », et sans ignorer les relations entre l'histoire des femmes et le mouvement des femmes (pp. 14-15 et 20).

Intellectuelles comprend trois parties d'étendue comparable. La première, diachronique, va du XVI^e siècle à Simone

de Beauvoir. Les auteures en effet voient trois « naissances », trois réveils dans le cheminement des intellectuelles en France : aux XVI^e-XVII^e siècles, fin du XIX^e et après 1945 (pp. 22, 49-52, 110, 137-138). Les deux autres parties du travail, axées sur le XX^e siècle, portent sur les « Identités intellectuelles » et les « Engagements ». C'est l'œuvre de seize collaboratrices dont dix historiennes ou historiennes de la littérature et trois sociologues, avec un historien spécialiste des salons du XVIII^e. La littérature, plus exactement le cas des femmes écrivains, occupe une place privilégiée dans ce volume.

Pour l'Ancien Régime, Éliane Viennot, Danielle Haase-Dubosc, Isabelle Brouard-Arendtz et Antoine Lilti décrivent tour à tour une opposition, une résistance plus ou moins feutrée sur le front des privilégiés de l'instruction et du savoir, le cas échéant sur celui de l'écriture comme voie d'accès à la sphère publique. Dans le petit monde des élites, de la vie de cour du XVI^e siècle aux salons du XVIII^e, les percées d'écrivaines supposent d'ordinaire une manière ou l'autre d'accepter les bienséances et les stéréotypes du moment (pp. 86-87, 90 et *passim*). Si la Querelle des Femmes qui s'étend du XIV^e au XVII^e siècle a ainsi favorisé la diffusion de clichés sur le sexe féminin, elle a aussi suscité des réactions positives dont plusieurs écrivaines ont su profiter (p. 59).

Ces auteurs évoquent également quelques grandes figures, de Christine de Pizan à la comtesse de Genlis entre autres, en passant par Madeleine de Scudéry ou la philosophe Gabrielle Suchon présentée par Michèle Le Dœuff en fin de volume (pp. 300-305). Personnalités exceptionnelles qui se distinguent de la petite minorité de 1 à 2 ou 3 % de femmes parmi les auteurs qui publient de la fin du XVI^e siècle à la seconde moitié du XVIII^e. C'est chez ces quelques dizaines à quelques centaines de femmes de lettres — non reconnues comme telles au temps de la République des lettres apparem-

ment (pp. 62, 74, 78) — que l'on rencontre en effet de rares intellectuelles aux visées sociales et politiques.

Perrot souligne ensuite, à la suite de Françoise Héritier, combien le plein XIX^e siècle (1830-1890) se caractérise peu à peu par une valorisation extrême de la masculinité, de la puissance physique et intellectuelle de l'homme. Les femmes de leur côté, qu'elles soient filles, épouses ou mères, sont destinées au foyer quasiment. Plus que sous l'Ancien Régime peut-être, l'instruction, le savoir importent peu pour les filles, et chez les élites, il suffit de les éduquer comme il convient (pp. 103-104). Nicole Mosconi explicite le sujet dans sa propre contribution (pp. 212-214). Des représentations aux pratiques, ajoute Perrot, il n'y aurait guère eu de différence (pp. 103-104).

De façon schématique, elle a sans doute raison. Depuis plusieurs années cependant, l'ampleur de l'exclusion des femmes de la sphère publique au XIX^e siècle est graduellement remise en question. Les études qui le montrent ne concernent pas seulement la France, mais plusieurs pays d'Europe et même les États-Unis. Les révisions les plus frappantes portent sur le monde des affaires (Béatrice Craig, *et al.*, dir., *Women, Business and Finance*, 2005) et celui de l'imprimé, deux milieux où les femmes étaient déjà présentes dans la France de l'Ancien Régime.

Ainsi, les femmes susceptibles d'entreprendre l'édition ou l'impression de textes, et/ou le commerce des imprimés, tout en étant minoritaires elles aussi bien entendu par rapport à leurs homologues masculins, ont profité de la déréglementation de la période révolutionnaire pour tenter de s'établir (Carla Hesse, *The Other Enlightenment*, 2001). Par ailleurs, dans le dernier tiers du XIX^e siècle, elles deviennent nettement plus instruites et certaines réussissent brillamment (Roméo Arbour, *Dictionnaire des femmes libraires*, 2003).

Pour comprendre les « féminismes » intellectuel et militant du XIX^e siècle, il convient de se rappeler cette dualité du mouvement révolutionnaire : d'un côté la poussée, le souffle de liberté stimula les initiatives individuelles, notamment dans le monde des affaires, et cette poussée favorisa les percées féminines de l'époque. Mais par ailleurs, dans la transformation juridique et légale, les contraintes imposées au sexe féminin par l'autre furent indéniables. Cette inégalité en droit risquait évidemment d'engendrer de l'indignation, d'autant qu'elle pouvait paraître en contradiction avec l'affirmation de libertés.

Comment douter, dans ces conditions, qu'en plaidant pour une réorganisation de la société, une Eugénie Niboyet, une Hubertine Auclert — qui contribue en outre à donner au terme « féministe » son sens actuel — et d'autres n'aient pas été des intellectuelles ? Pour Michelle Perrot cependant, George Sand est d'une autre envergure, Perrot nous la présente effectivement comme une intellectuelle des plus accomplies (pp. 108-109). Au total, ces auteures engagées restent forcément peu nombreuses.

Vers la fin du siècle, certains verrous sautent. Les filles accèdent nombreuses aux différents niveaux de l'instruction et aux emplois du tertiaire (p. 110). Encore que ce ne soit pas le cas dans les sections ou les disciplines scientifiques, précise Mosconi (pp. 215-218). Sylvie Chaperon convainc aisément avec celle-ci que le premier XX^e siècle, voire le second, pense toujours au masculin, en particulier dans les champs culturel et intellectuel. Sa contribution le montre bien dans le cas de Sartre et même de Beauvoir, tout en faisant ressortir chez l'un et l'autre la nouveauté de construire un autre couple et chez Beauvoir, celle de révéler le genre avant la lettre et de secouer le féminisme (pp. 122-127, 249).

Une remarque d'Édith Thomas peut servir d'introduction à la seconde partie de l'ouvrage. « Il est beaucoup plus difficile d'être une femme qu'un homme », confiait-elle à la fin de sa vie, en 1970. Même si Dorothy Kaufmann, qui cite la phrase (p. 187), se demande si elle n'est pas trop pessimiste, cette section sur les quêtes identitaires d'écrivaines dans un entourage qui pense encore beaucoup au masculin en éclaire le sens.

Kaufmann offre un beau portrait de cette intellectuelle et militante peu connue. Contemporaine de Beauvoir, Édith Thomas avait certaines affinités avec l'auteure du *Deuxième sexe* (1949), toutes deux ayant été militantes de gauche et désireuses de raviver le féminisme. Thomas avait en outre identifié la construction sociale des sexes dix ans avant la parution du *Deuxième sexe* (pp. 179, 182).

Dans la sélection de romans qu'elle évoque, de Germaine de Staël à Colette, Nathalie Heinich fait ressortir la difficulté d'être femme auteur dans un entourage fermé. De parvenir à l'autonomie de l'écrivaine, à ce statut de femme « non liée » qui lui procurerait indépendance de la vocation, espace de sociabilité, et vie affective et/ou sexuelle réussie (pp. 138 et 148). Sous cet angle, la fiction décrit alors bien des sacrifices qui ne reflètent tout de même pas l'existence des romancières. C'est chez Colette finalement que l'œuvre exprime la réalisation des trois conditions de la femme non liée, tout en correspondant sur ce plan à la vie de Colette elle-même.

S'intéressant à l'autre côté du miroir, Annelise Maugue retient ensuite une série d'œuvres de romanciers de l'entre-deux-guerres qu'elle présente en diptyque. Au premier volet, elle montre combien l'intellectuelle ou simplement la femme intelligente est absente d'une fiction masculine. Celle-ci pourtant, de Raymond Radiguet à Paul Nizan, se soucie beaucoup

de camper l'intellectuel. Au second volet, celui de récits guerriers marqués par la Grande Guerre, l'image de la femme devient franchement négative. Dans ce genre de romans, de Henri Barbusse à Roger Martin du Gard ou Pierre Drieu La Rochelle, la présence féminine tend à devenir un obstacle pour le combattant qui représente, lui, l'« incarnation de la masculinité véritable » (p. 166). Nous sommes ici très loin de la réalité prochaine de 1940.

Les pressions sur les femmes pendant ce temps sont tout autres. Au cours des années vingt, on valorise la fonction maternelle après les terribles saignées de 1914-18. Néanmoins, quelques intellectuelles s'élèvent contre la guerre et l'esprit guerrier d'exaltation masculine (p. 237). On va y revenir dans un instant.

Delphine Naudier et Nicole Mosconi complètent cette deuxième partie en évoquant le dernier demi-siècle. Après les années 1950, les femmes, ayant accédé de plus en plus aux études supérieures et aux professions intellectuelles, atteignent enfin une masse critique suffisante dans l'espace littéraire et plus largement dans la sphère publique (signant manifestes, etc.). Ce sont d'autres verrous qui sautent. Peu à peu, indique Naudier, écrivaines et intellectuelles se sont affirmées tout en se démarquant de groupes féministes et du mouvement des femmes. Elles ont obtenu ou obtiennent la reconnaissance institutionnelle, universitaire et/ou littéraire. Que ce soit sous forme littéraire ou sous forme d'essais et que ce soit sur la sexualité, la critique sociale, etc., graduellement elles « osent tout écrire » (p. 207). S'attachant davantage au milieu universitaire, Mosconi se fait néanmoins plus incisive à propos des préjugés et de la résistance masculine. Dans les institutions universitaires, précise-t-elle, ces tendances se sont structurées dans des rapports sociaux de sexe. On le constate aujourd'hui encore et pas seulement dans les disciplines et la

recherche scientifiques où les femmes demeurent souvent minoritaires. Des « biais de sexe », des « biais sexistes » s'observent encore, même en sciences humaines et sociales (pp. 221-222).

La troisième partie comprend six contributions dont trois sur les formes d'engagement, la quatrième sur les possibilités d'action des intellectuelles et deux interventions conclusives. Françoise Blum décrit le parcours de quelques intellectuelles féministes audacieuses des années 1915-40, comme Jeanne Alexandre ou Madeleine Vernet, et leur implication dans les milieux militants. Dès 1915-16, en pleine période d'Union sacrée contre l'envahisseur, elles commencent à promouvoir le pacifisme dans des textes de toute nature, risquant ainsi le Conseil de guerre et l'exclusion de mouvements féministes largement ralliés à cette entente patriotique primordiale pour mieux revendiquer le suffrage des femmes (pp. 233-234).

Le cas des magistrates d'aujourd'hui étudié par Anne Boigeol semble en retrait par rapport à la détermination de ces pacifistes. Devenues majoritaires dans la magistrature, elles restent toutefois minoritaires dans sa hiérarchie, surtout dans les fonctions orientées vers le public comme celle de juge d'instruction. Depuis que l'attitude de réserve du corps s'est assouplie et surtout depuis les années 1990, les prises de position publiques des juges sont plus fréquentes. Or ce sont des hommes qui se posent d'ordinaire en penseurs de la justice, par la publication d'ouvrages notamment, les femmes préférant plutôt alors le genre du témoignage. La période observée paraît cependant trop brève pour être déjà significative.

Le troisième exemple peut paraître plus limité mais il ne manque pas d'intérêt. C'est celui de femmes œuvrant dans une association contestataire de la mondialisation financière actuelle — l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'aide aux citoyens (ATTAC) — tout en

restant traditionnelle au point de vue du genre, c'est-à-dire masculine dans ses orientations comme dans son organisation. Elle comptait pourtant 46 % de femmes parmi ses quelque 30 000 adhérents en 2002 (pp. 276, 278).

Le détail de l'effort des participantes les plus actives pour changer l'état des choses, que relate Claude Piganiol-Jacquet, fait bien voir le poids des habitudes et des difficultés conceptuelles que rencontrent ces intellectuelles. Ce n'est sans doute pas le moindre écueil de convaincre des économistes fort influents dans les stratégies du mouvement, mais déjà dissidents, de repenser leur discipline en tenant compte qu'elle sous-estime grandement l'activité féminine.

On ne se pose pas suffisamment la question qu'aborde ensuite Michèle Le Dœuff : comment penser le rôle, le travail d'une intellectuelle lorsqu'elle ne désire pas seulement faire avancer des idées mais les faire aboutir ? Quelles sont les conditions qui lui donnent alors quelque chance de les voir se concrétiser ? Car c'est une chose d'être « simplement une intellectuelle » qui vise des lectrices ou un certain public (pp. 294, 298) et c'en est une autre d'être une responsable d'association, par exemple, qui cherche à obtenir des changements au niveau législatif, l'obtention d'une loi et de ses modalités d'application.

Ingrid Galster offre pour sa part un aperçu du transfert entre féminismes français et américain depuis Simone de Beauvoir, qui éclaire certains malentendus. À la suite de Françoise Collin, elle note, par exemple, qu'en France comme aux États-Unis les études féministes ont procédé par lectures sélectives, causant ainsi une sorte d'inversion dans le jeu des préférences et des rejets. Tandis que les Françaises ne se sont guère intéressées au déconstructionnisme, du moins jusque vers 2002, leurs congénères américaines, au contraire, ont vu dans ce vaste courant d'idées venant de France ce qu'il pouvait

suggérer de novateur pour leurs propres travaux (p. 251). Ce contexte aide à comprendre pourquoi les féministes françaises actuelles citées aux États-Unis ne sont que quelques-unes, dont Christine Delphy et Michèle Le Dœuff et bien sûr le trio Hélène Cixous, Luce Irigaray et Julia Kristeva.

Les derniers mots du recueil reviennent à Françoise Thébaud qui les consacre à une mise en valeur d'une « histoire des femmes et du genre ». L'expression, ajoute-t-elle, s'impose peu à peu, bien qu'elle désigne un champ dont la reconnaissance en France, malgré ses avancées, reste limitée (pp. 317, 322). Voulant aller au-delà de la dichotomie domination masculine-oppression des femmes, cette histoire vise donc une meilleure compréhension des rôles sociaux sexués, des représentations du masculin et du féminin, de la construction des rapports sociaux hiérarchiques. Elle s'interroge aussi sur les relations, les connexions du genre avec d'autres variables que sont les différences entre femmes, les identités multiples, les classes, les origines ethniques, etc. Un tel champ postule en outre une histoire des hommes et des masculinités.

Cette description, le rappel de ce « laboratoire intellectuel » est aussi pour Thébaud une manière d'indiquer certaines limites de l'essai lui-même. S'il nous offre l'une des premières « histoires des intellectuelles et du genre », il s'intéresse surtout aux écrivaines engagées des milieux littéraires, particulièrement dans le cas de l'Ancien Régime. Il s'en tient aussi à la catégorie du genre, avec toutefois une certaine ouverture au regard masculin, notamment grâce à la contribution d'Annelise Maugue. L'ouvrage considère le genre tel que prévu, essentiellement comme construction sociale, en envisageant à peine la notion de rapports sociaux de sexe, sauf dans la participation de Nicole Mosconi. Pour plusieurs auteures, on le sait, dont Marie-Blanche Tahon, cette notion devrait être préférée à celle de genre.

On a laissé pour la fin l'un des aspects les plus sensibles de cette histoire des intellectuelles et du genre, celui du différencialisme. La crainte de tout ce qui pourrait rappeler cette misère masculine du jugement femme-nature, homme-culture et de ce qu'il a pu sous-entendre reste en effet très présente, non seulement chez Nicole Racine et Michel Trébitsch qui souhaitaient qu'*Intellectuelles* ait une orientation « antinaturaliste » (p. 14), mais également chez plusieurs collaboratrices du volume. Il est vrai que la généalogie du cliché pourrait remonter jusqu'à Aristote.

Françoise Blum paraît avoir une perception très juste de la diversité des universalistes et des différencialistes dans cet ouvrage. Elle observe en effet que chez les féministes pacifistes de l'entre-deux-guerres, on trouve toutes les sensibilités « de la vision purement biologiste à l'égalitarisme universaliste en passant par toutes les nuances d'un féminisme différencialiste ». S'il n'y a probablement plus de féministes françaises « purement biologistes » aujourd'hui, il doit encore y avoir chez elles comme ailleurs toute une gamme de sensibilités de l'universalisme au différencialisme ; et à mon sens, cette diversité n'est pas près de disparaître.

D'un côté en effet, Melissa Hines démontre dans *Brain Gender* (2004) que, dans l'état actuel d'un large éventail de connaissances allant des sciences du comportement aux neurosciences, il n'est pas possible de distinguer clairement ce qui est biologiquement déterminé de ce qui est socialement déterminé. Ce qu'elle interprète comme une impossibilité de distinguer les différences biologiques de celles du genre, d'où le titre du livre. Mais à l'inverse d'autres chercheuses, comme Évelyne Peyre et ses collaboratrices, devant une impossibilité scientifique du même ordre que celle que constate Hines, concluent plutôt que la division sociale des rôles et l'oppression des femmes cherchent à se justifier dans le biologique

(*Sexe et genre*, 2001). Dans ces conditions on peut entrevoir que la diversité des positions féministes et le « champ de bataille » entre spécialistes d'histoire des femmes, du genre et du féminisme sont là pour durer.

Hubert Watelet
Université d'Ottawa